



Janine Mossuz

Que sont devenus les clubs ?

In: Revue française de science politique, 20e année, n°5, 1970. pp. 964-973.

Citer ce document / Cite this document :

Mossuz Janine. Que sont devenus les clubs ?. In: Revue française de science politique, 20e année, n°5, 1970. pp. 964-973.

doi : 10.3406/rfsp.1970.418016

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1970_num_20_5_418016



QUE SONT DEVENUS LES CLUBS ?

JANINE MOSSUZ

AU COURS DES ANNÉES 1964-1965, il ne se passa guère de semaines sans que soient scrutés dans la presse les « forces vives », la « France souterraine », les clubs et sociétés de pensée enfin, dont de nombreuses variétés avaient surgi à Paris et en province à partir de 1951 et, surtout, dès 1958¹. Au printemps 1964, deux tentatives de regroupement avaient été esquissées : les 25 et 26 avril, se tenaient à Vichy des Assises auxquelles participaient les clubs les plus réticents devant l'action politique ; les 6 et 7 juin, une convention préparatoire des institutions républicaines réunissait tous ceux qui étaient au contraire bien décidés à mener dans l'immédiat un combat politique. Toutefois, si de cette dernière manifestation devait naître une formation politique, la Convention des institutions républicaines, les Assises de Vichy allaient rester sans lendemain.

En dépit du fossé qui, à cette époque, séparait les deux clans et pouvait donner l'impression qu'ils ne chemineraient guère ensemble, certains observateurs et, plus encore, les animateurs de ces innombrables cellules se prenaient à penser qu'une nouvelle force ayant à sa tête un type nouveau d'hommes était en train de se tailler une place sur l'échiquier politique français. Les clubs tels qu'ils apparaissaient alors semblaient correspondre aux besoins d'un nombre non négligeable de citoyens appartenant aux couches socio-professionnelles « de l'avenir » (universitaires, cadres, techniciens notamment) et faisaient naître de réelles espérances chez ceux qui, lassés des jeux des partis, ne se désintéressaient pas pour autant de leur pays.

Après les espérances sont venues les désillusions. Pour bon nombre d'observateurs qui croyaient en 1964 en l'avenir tant de Jean Moulin que de Citoyens 60 ou de Tocqueville, une étude consacrée à ces cercles ne peut plus désormais s'intituler que « la mort des clubs ». Ces derniers auraient connu leur heure de gloire, ils auraient peu à peu décliné et plus rien ne subsisterait d'eux.

Or, si l'on tente aujourd'hui d'effectuer sans passion un recensement et de comparer les itinéraires de ces nombreux cercles, on

1. Les clubs ont fait, dans cette revue, l'objet de deux articles. LAVAU (Georges), « Les clubs politiques », *Revue française de science politique*, fév. 1965 ; CAYROL (Roland), LAVAU (Georges), « Les clubs devant l'action politique », *Revue française de science politique*, juin 1965.

Que sont devenus les clubs ?

s'aperçoit qu'il n'y a pas eu disparition de tous sans que soient laissées des traces, mais métamorphose et souvent survie. Si certains se sont essouffés, d'autres ont survécu, et de nouveaux sont apparus. On peut se demander si ceux des clubs qui ont été les principaux responsables de la brève notoriété de tous les autres ne sont pas précisément ceux dont la formule, au sens quasi chimique du terme, était la plus exclusivement conforme aux exigences d'une époque, la plus aisément explicable par des données conjoncturelles, donc la moins « universelle », la moins résistante au temps et la moins adaptée finalement aux exigences permanentes de l'univers politique.

Ne conviendrait-il donc pas, en analysant les raisons pour lesquelles ont été créés les clubs de la première vague (1951-1964) puis ceux de la seconde (1965-1968), en étudiant le rôle joué par chacune de ces deux catégories, de montrer quelles formules sont viables et lesquelles ne le sont pas, quels clubs ont des chances de se développer et lesquels n'en ont guère.

Pourquoi les premiers clubs ?

Les premiers clubs naissent du malaise et des aspirations de cadres, d'universitaires, de journalistes, de techniciens, qui supportent avec de plus en plus de mal les partis de gauche tels qu'ils sont dans les années 1958-1962, la persistance de la guerre d'Algérie et la mise en place des institutions de la Cinquième République.

Ces hommes forment un groupe de faible importance numérique si on le compare au public des partis politiques mais, de 1962 à 1965, les clubs ont été l'objet d'une telle attention de la part de la presse, ils ont été les vedettes de tant d'articles qu'on a pu avoir l'impression que le malaise des « clubmen » était finalement celui d'un très grand nombre de Français. Ce grossissement du phénomène s'explique aisément quand on sait que plusieurs journalistes étaient en même temps des animateurs de clubs. D'autre part, les partis politiques ne présentaient guère à cette époque l'attrait du neuf offert alors par les clubs. Lorsqu'il « s'est passé quelque chose » du côté des partis, lorsque des hommes politiques ont pris, dans la foulée de l'élection présidentielle de 1965, des décisions spectaculaires, les clubs ont, de manière prévisible, suscité beaucoup moins d'engouement. Il importe donc d'une part de ne pas les considérer aujourd'hui comme disparus ou moribonds, en se fiant au seul baromètre de la presse, d'autre part de ne pas surestimer leur audience de 1964-1965 et le retentissement des analyses faites à ce moment-là par les « clubmen ».

Quelles sont ces analyses, quel est ce malaise ? Pour ceux qui vont former le public des clubs, les partis de gauche ne constituent plus des cadres d'accueil très attrayants. Le P.C.F. les rebute par la raideur de son organisation et par son intransigeance à l'égard de ceux qui tentent de s'éloigner de sa ligne ; la S.F.I.O. et le Parti radical ont perdu tout crédit auprès d'eux en adoptant face au conflit algérien une attitude qu'ils jugent peu conforme à leur idéal de gauche. Chacune de ces formations leur semble sectaire, électoraliste avant tout, et

Notes de recherche

les activités qu'elles proposent à leurs adhérents ne les enthousiasment guère.

Ils ressentent donc assez vite le besoin de créer des cercles où, décident-ils, sera menée une réflexion sur les thèmes vidés de leur contenu originel par les partis pourtant chargés de les défendre, où l'on dialoguera, où l'on se livrera à des activités bien différentes du collage d'affiches et des discussions de cellules. Les clubs devaient donc se présenter tout d'abord comme des lieux de rencontre pour des hommes dont les analyses ne coïncidaient pas forcément, mais qui souhaitaient échanger des idées, analyser la réalité socio-politique, proposer des solutions concrètes à des problèmes précis et strictement délimités.

Une autre raison peut expliquer la création des clubs. La guerre d'Algérie fait peser sur la métropole la menace d'une fascisation. L'opinion, peu informée sur ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, risque de se trouver un jour face à un régime, ou du moins dans une situation qu'elle n'aurait pas choisie si elle avait pu décider en connaissance de cause. Faire naître des clubs, c'était constituer autant de sociétés de vigilance antifasciste, autant de centres d'information sur le problème algérien. Ainsi, le Cercle Tocqueville et le club Jean Moulin sont apparus au lendemain du 13 mai 1958 ; le C.I.P.E.S. de Clermont-Ferrand s'est donné pour but d'informer les habitants de cette ville sur la guerre d'Algérie ; enfin, Socialisme et démocratie est créé par Alain Savary à partir d'un groupe formé pour lutter contre l'O.A.S.

Les institutions de la Cinquième République ont enfin préparé un terrain favorable à l'éclosion des clubs dans la mesure où elles entraînaient une relative mise à l'écart des partis par la pratique du référendum et par le dessaisissement du Parlement de certaines de ses prérogatives. D'autre part, les forces de l'opposition connaissent dès 1958 un sérieux recul. Il devenait donc nécessaire de donner vie à des groupes qui, à Paris et en province, joueraient le rôle de médiateurs entre une fraction de l'opinion publique et l'univers politique. Il s'agissait de rassembler tous ceux qui s'intéressaient à la politique, pour qu'ils ne risquent pas de se retrouver très vite démobilisés, et peut-être dépolitisés, en leur permettant d'assister à des débats, de participer à des discussions, à l'élaboration de dossiers et de bulletins.

Anciens et nouveaux clubs

Cette analyse rend compte de la naissance des clubs de la première vague, ceux qui apparaissent de la fin de la Quatrième République à 1964. En effet, à quelques exceptions près, la plupart d'entre eux se situent résolument à gauche². D'autre part, tous sont hostiles aux partis politiques tels qu'ils sont. Seule diffère, selon la nature de ces cercles, la manière dont s'exprime cette hostilité.

2. Notons que des désaccords ne manqueront cependant pas de surgir lorsque, dans les années 1963-1964, ces clubs essaieront de préciser ce que recouvre pour eux le mot socialisme.

Que sont devenus les clubs ?

On peut classer les clubs de cette première vague en trois catégories. La première regroupe les sociétés de pensée « pures », celles qui professent l'apolitisme et se soucient du seul dialogue et de la seule formation ; on y trouve les groupes Rencontres (créés en 1957), Positions (1955), l'A.D.E.L.S. (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale, 1959). La seconde rassemble des sociétés de pensée qui hésitent entre le pôle de l'action et celui de l'éducation, comme Jean Moulin (1958), Tocqueville (1958), Citoyens 60 (1959), Démocratie nouvelle (1962). Nous les appellerons les sociétés de pensée « déchirées ». La troisième est celle des clubs de combat politique où se retrouvent des minoritaires d'une formation ou d'un courant politique comme les Jacobins (1951), la Ligue pour le combat républicain (1959), l'Atelier républicain (1964).

Les partis sont mis en cause par l'existence même des sociétés de pensée, dans la mesure où celles-ci naissent en dehors d'eux, à l'initiative d'hommes qui, soit n'ont appartenu à aucune formation politique, soit, lorsqu'ils ont milité, l'ont fait dans le cadre des petits partis de la nouvelle gauche ; le public des sociétés de pensée tourne, quant à lui, délibérément le dos aux partis, plus délibérément peut-être que les animateurs eux-mêmes. Cette mise en cause s'effectue sur un mode différent selon les sociétés de pensée envisagées : les « pures » ignorent les partis, les sociétés de pensée « déchirées » les critiquent âprement et ne cessent de rêver au jour où elles les briseront, où elles les obligeront à se rénover, à se regrouper.

Les clubs de combat politique se font les procureurs des partis par une autre voie et les contestent sur leur propre terrain. Créés par des hommes politiques en désaccord avec les options du parti dont ils sont encore membres ou que, parfois, ils viennent de quitter, ces clubs rassemblent les minoritaires d'une formation, qui décident de constituer un groupe de pression à l'intérieur du parti ou bien choisissent de rompre avec ce parti, en évitant toutefois de se disperser, pour mener de l'extérieur une action politique tendant à faire évoluer la formation dont ils sont issus. Qu'ils combattent celle-ci de l'intérieur ou de l'extérieur, ils cherchent généralement à accroître leur force en conviant des hommes politiques appartenant à d'autres organisations à se joindre à eux.

Ainsi, le Club des Jacobins et l'Atelier républicain ont été créés par des radicaux qui contestaient, à des époques différentes, la ligne générale de leur parti et qui se sentaient plus proches de militants appartenant à d'autres formations que celle des valoisien. De même le P.S.U. sera mis en cause par ses propres fidèles : Socialisme et démocratie, qui est créé en 1963, rassemble, aux côtés d'autres représentants de la nouvelle gauche, des hommes qui ont quitté le P.S.U., ou s'apprêtent à le faire.

Or, dès 1965, les données du problème commencent à changer. De nouveaux clubs surgissent, dont on ne peut expliquer la création par les raisons invoquées plus haut. Après 1965, il ne naît plus de sociétés de pensée. En revanche, on voit apparaître deux nouveaux types de clubs de combat politique : ceux qu'on pourrait appeler des

Notes de recherche

« clubs-wagons » et d'autres qui sont en fait des filiales de partis politiques.

La création des premiers est étroitement liée à celle de la F.G.D.S. dont la charte est paraphée le 10 septembre 1965 par la S.F.I.O., le Parti radical et quelques clubs. Parmi ces derniers, le groupe le plus important est représenté par la Convention des institutions républicaines. Tous les clubs intéressés n'entendent cependant pas entrer à la F.G.D.S. par l'intermédiaire de cette formation dont le président, François Mitterrand, est en même temps président de la F.G.D.S. ; ils ne considèrent pas la Convention comme un véritable défenseur de l'esprit des clubs et elle ne représente en fin de compte pour eux qu'un parti politique comme les autres. Aussi, à l'initiative de Socialisme et démocratie, un autre groupement de clubs va-t-il être créé, l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (U.C.R.G.), qui voit le jour le 23 octobre 1965 et qui comprend notamment, outre Socialisme et démocratie, le Cercle Tocqueville et l'Association jeunes cadres.

Très rapidement, de nombreux clubs vont naître, à Paris et en province, rassemblant des personnes qui n'ont pas eu jusque-là d'activité politique ou, plus souvent, qui ont rompu avec leurs formations d'origine et désirent entrer à la F.G.D.S. Nous les appelons des clubs-wagons parce qu'ils permettent à des individus qui refusent de s'inscrire à la S.F.I.O., au Parti radical ou à la Convention, d'entrer tout de même, et collectivement, à la F.G.D.S. Ces clubs sont avant tout des structures de passage à l'U.C.R.G., sorte de train comportant autant de wagons que de clubs.

Parmi eux, quelques-uns ressemblent à certains égards aux clubs de combat politique de la première vague, car ils réunissent parfois les minoritaires d'un parti, mais ils s'en distinguent dans la mesure où ils ne veulent plus se cantonner au rôle d'aiguillon du parti qu'ils abandonnent ; d'autre part, ils ne sont pratiquement pas — comme le furent par exemple les Jacobins — mis à l'épreuve de la cure d'isolement. Ils s'insèrent d'emblée, ou presque, dans une autre formation, la F.G.D.S., par l'intermédiaire de l'U.C.R.G.

Parmi ces clubs-wagons, on peut citer Etude et action socialiste (créé à Toulouse en 1967 par des jecistes, des sympathisants du P.S.U. et d'anciens membres des Jeunesses socialistes ayant eu quelques difficultés avec les dirigeants de la S.F.I.O.), l'Association pour le renouveau socialiste (née à Paris en 1967, à l'initiative de Robert Verdier, membre du P.S.U., avant même que ne soit tenu, en juin, le congrès au cours duquel le P.S.U. devait repousser l'éventualité d'une entrée à la F.G.D.S.), Socialisme moderne (animé depuis novembre 1967 par Pierre Beregovoy).

La création de ces clubs-wagons n'est donc plus le signe d'une crise des partis de gauche mais plutôt la conséquence d'un renouveau de certains de ces partis ; elle fait la preuve que des hommes croient à ce renouveau. Il s'agit d'un type de clubs créés non plus contre les partis mais dans leur mouvance. Il ne faut cependant pas interpréter cette entrée immédiate dans une formation politique comme un acte de confiance absolue, comme un geste d'approbation sans réserve ;

Que sont devenus les clubs ?

la préoccupation essentielle reste toujours celle de la construction d'une force politique qui ne se réduise pas à la seule addition de la S.F.I.O. et du Parti radical. L'adhésion est néanmoins plus enthousiaste et plus rapidement décidée que celle de la plupart des sociétés de pensées « déchirées ».

D'autres clubs se situent dans la mouvance des formations politiques et constituent en fait des annexes de ces formations. Ils naissent tout d'abord dans la famille gaulliste, à l'initiative des Républicains indépendants pour les uns, de personnalités de l'U.D.R. pour les autres. Destinés à tous les sympathisants du mouvement gaulliste qui, quoique réticents devant la prise de carte, souhaitent ne pas rester isolés et inactifs mais s'informer, étudier diverses questions et discuter, ils jouent en fait le rôle d'antichambre du parti, de structure de passage vers le parti lui-même, de lieu où les sympathisants sont « apprivoisés » et, pour quelques-uns du moins, progressivement conduits à l'adhésion à la formation-mère. Ils apparaissent également comme un vivier où sont détectés les jeunes talents et où peuvent être éventuellement recrutés des responsables et des candidats aux élections. Ils peuvent, à certaines occasions, peser sur le parti ou sur des membres du parti, s'ils savent habilement faire le point (et un minimum de publicité...) sur des questions difficiles, et s'ils voient venir à eux quelques intellectuels bénéficiant d'une relative notoriété et des jeunes appartenant aux couches socio-professionnelles de l'avenir.

Les plus importants sont à l'heure actuelle les clubs Perspectives et réalités, créés en juin 1965 et regroupés en juillet 1966 en une Fédération des clubs Perspectives et réalités dont le secrétaire général est Charles-Noël Hardy et le président Valéry Giscard d'Estaing, et le club Nouvelle Frontière créé en mars 1968 par Paul-Marie de La Gorce, membre du Comité central de l'U.D.R.

La majorité ne devait pas cependant conserver l'exclusivité de cette formule qui allait être reprise et par la S.F.I.O. et par la Convention des institutions républicaines.

La S.F.I.O. songe dès 1965 à donner un second souffle aux cercles Jean Jaurès. Ceux-ci, qui avaient été créés à la Libération par deux membres du parti à l'intention des enseignants, étaient quelque peu tombés en sommeil ; mais la vogue que connaît en 1965-1966 la formule des clubs incite certains socialistes à utiliser à nouveau un instrument qui peut leur être utile. Aussi est-il décidé, en juin 1966, que les cercles Jean Jaurès ne s'adresseront plus aux seuls membres de la S.F.I.O. mais à tous les membres de la « grande » famille socialiste, que les représentants de toutes les catégories socio-professionnelles seront admis et que l'on ne traitera plus seulement des problèmes de l'éducation nationale. De même, en 1966, la S.F.I.O. crée le C.E.D.E.P. (Centre national d'études et de promotion) qui rassemble d'anciens membres des Foyers Léo Lagrange et des Jeunesses socialistes. Selon leurs responsables, les cercles Jean Jaurès compteraient 4 000 adhérents, et le C.E.D.E.P. 2 000.

Après les élections législatives de 1967, qui donnent à la Convention des institutions républicaines une représentation parlementaire et montrent qu'une formation d'un nouveau type peut intéresser l'opinion

Notes de recherche

publique, quelques conventionnels ont l'idée de créer des clubs locaux remplaçant dans certains arrondissements de Paris les sections ou cellules traditionnelles mises en place par les autres partis et offrant aux sympathisants d'autres activités que celles pratiquées dans ces groupes de base. On y organise notamment des conférences-débats publiques, qui rassemblent assez fréquemment de 200 à 300 personnes. Ces clubs ont été créés respectivement dans les XII^e, XV^e et XVIII^e arrondissements par Marie-Thérèse Eyquem, Gisèle Halimi et Claude Estier³.

On peut se demander si ce n'est pas cette formule, dernière expérimentée, qui a le plus de chances de réussir ; si ce n'est pas elle qui subsistera le mieux en définitive. En effet, si l'on essaie aujourd'hui de faire un bilan de l'activité de l'ensemble des clubs, si on compare les itinéraires, on s'aperçoit que, des « anciens » clubs et sociétés de pensée — ceux qui sont nés avant 1965 — il ne reste pas grand-chose et, dans tous les cas, pas grand-chose de comparable à ce qui existait à l'origine : les clubs et sociétés de pensée de la première vague se sont, à quelques rares exceptions près, étiolés ou complètement métamorphosés.

Un petit nombre de sociétés de pensée, les « pures », sont restées identiques à elles-mêmes, enregistrant cependant un relatif déclin : ce sont Positions, Rencontres et l'A.D.E.L.S., qui n'ont pas — sauf Positions dans un cas précis — cédé à la tentation de l'action et ne sont entrées dans aucune des formations nouvelles recrées à gauche à partir des anciennes.

D'autres clubs se sont métamorphosés, en ce sens qu'ils sont devenus des parties constitutives de formations politiques et qu'ils ont pratiquement cessé d'exister en tant que clubs autonomes pour ne plus avoir comme activités que celles de la formation qu'ils ont contribué à créer. Ainsi, la Ligue pour le combat républicain, l'Atelier républicain, les Jacobins jusqu'à une date récente ont, avec d'autres groupes, donné naissance à la Convention des institutions républicaines, devenue aujourd'hui un parti politique. De même, l'Association jeunes cadres, le Cercle Tocqueville, Socialisme et démocratie qui ont, par l'intermédiaire de l'U.C.R.G., participé à l'expérience de la F.G.D.S., ont, en 1969, engagé leurs membres à adhérer individuellement au nouveau Parti socialiste et n'ont plus, en tant que clubs, une activité analogue à celle des années 1958-1964. Un autre club s'est métamorphosé, sans entrer pour autant à la F.G.D.S. ni ensuite au nouveau Parti socialiste : Technique et démocratie qui, de société de pensée, s'est transformé, en juin 1968, en mouvement politique et a présenté des candidats aux élections législatives organisées à ce moment-là. On ne peut donc plus dire d'aucun des clubs évoqués ici qu'ils soient encore des clubs au sens entendu à l'origine. L'un d'eux semble pourtant, depuis peu, retrouver une nouvelle vie, le Club des Jacobins, qui se présente aujourd'hui comme une filiale de la Convention et qui organise des débats contradictoires connaissant une audience assez importante.

3. Ils s'intitulent respectivement club Démocratie et développement (XII^e), club Convention (XV^e), Club de la gauche du XVIII^e.

Que sont devenus les clubs ?

D'autres clubs enfin ont connu un sort plus difficile et se sont lentement étiolés après avoir été, en 1964, les instigateurs des Assises de Vichy et les espoirs des « forces vives » : ce sont pour la plupart des sociétés de pensée qui hésitaient dès l'origine entre le pôle de l'action et celui de l'éducation. Si Tocqueville et l'Association jeunes cadres ont fait un choix qu'ils n'ont pas remis en cause, les autres, c'est-à-dire — pour ne citer que les plus connus — Jean Moulin, Citoyens 60 et Démocratie nouvelle de Marseille, ont dû modifier à plusieurs reprises leurs orientations, et ces changements n'ont pas été bénéfiques.

Quel itinéraire ont en effet suivi ces trois clubs qui avaient été créés contre les partis ? Tous trois ont, alors que leur vocation initiale ne les y préparait guère, cédé au mirage de l'action politique avec l'espoir qu'en entrant à la F.G.D.S. ils réussiraient à entraîner une rénovation de la S.F.I.O. comme du Parti radical. Or ces partis se sont en définitive montrés moins malléables que prévu. Aussi, lorsqu'ils se sont aperçus qu'ils avaient fait fausse route, les clubs ont-ils cessé de participer aux jeux politiques auxquels ils s'étaient essayés. Mais il ne leur était plus possible à ce moment-là de faire comme si l'engagement politique qu'ils avaient tenté était une simple parenthèse à effacer et à oublier : pendant ce temps, s'étaient éloignés d'eux tous ceux qui, à l'heure du choix, s'étaient prononcés pour un club exclusivement éducatif, et ils se sont retrouvés démunis, n'ayant même plus à leur disposition l'outil que constituait le club initial. Aujourd'hui, ils n'existent plus que sous la forme d'un secrétariat, hanté par quelques nostalgiques qui se rendent compte que leur club a cessé de vivre.

Jean Moulin, en devenant en 1966 membre de la F.G.D.S., a enregistré le départ de tous ceux qui étaient hostiles à la coopération avec les vieilles formations politiques. En 1969, il refuse de prendre part à la constitution du nouveau Parti socialiste mais il est trop tard : ceux qui l'ont quitté ne reviendront pas. Et ce club qui fut l'un des plus prestigieux s'étirole rapidement. Au début de l'année 1970, son secrétaire général, Jean-Jacques Rosa, devait démissionner après avoir constaté que ses efforts pour « refaire » le club avaient échoué.

Citoyens 60, qui n'était pas allé en tant que tel à la F.G.D.S., avait cependant vivement incité ses militants à s'engager individuellement dans la Convention des institutions républicaines, montrant ainsi l'espoir qu'il mettait en la F.G.D.S. L'échec de celle-ci et le refus de la Convention de s'intégrer au nouveau Parti socialiste font que la plupart des responsables de Citoyens 60, qui avaient activement participé à cette première expérience d'engagement politique, se retrouvent aujourd'hui bien amers. Ils ne croient plus guère en la possibilité de ranimer les clubs Citoyens 60, d'autant plus que ceux-ci ont été désertés par un de leurs principaux responsables qui a choisi de devenir un proche collaborateur de Jacques Chaban-Delmas. Les *Cahiers citoyens 60* ne paraissent plus et il ne semble pas que l'on doive s'attendre à un second souffle de ce côté-là.

Le club Démocratie nouvelle, hostile au Parti socialiste pour des raisons locales (son inimitié à l'égard de Gaston Defferre), avait demandé en juin 1966 d'adhérer à l'U.C.R.G. pour un an, en précisant bien qu'il s'agissait pour lui d'être à la F.G.D.S. le représentant et le défen-

Notes de recherche

seur de « l'esprit de Grenoble ». La déception le gagnera bien vite et pratiquement aucun de ses membres n'adhérera au nouveau Parti socialiste.

Tentative d'explication

Si l'on souhaite expliquer tout à la fois la mise en sommeil, la métamorphose et la survie des clubs, il semble que l'on doive d'abord s'interroger sur leur public. Pour une large part, celui-ci s'intéresse à la politique ; il peut ressentir le besoin de mener une action politique mais les partis ne lui conviennent pas, il n'éprouve aucun attrait pour toute la gamme des activités traditionnelles partiquées par les formations politiques quelles qu'elles soient.

Au-delà de la simple explication conjoncturelle, il faut donc imaginer une explication structurelle : ce n'est pas tant la carence des partis de gauche que l'insuffisance de la notion même de parti pour un certain public qui fait que, périodiquement, surgissent des clubs. Même s'il existe un accord idéologique entre un public et un parti, le parti tel qu'il est ne peut entraîner ce public à l'adhésion. Il ne peut, même s'il a des électeurs fervents et de nombreux sympathisants, espérer faire d'une frange de ceux-ci des adhérents, et encore moins des militants, s'il ne leur propose des activités quotidiennes nouvelles, faisant plus appel à l'imagination, au savoir, à l'intelligence qu'à la docilité et au dévouement. Cela ne signifie pas que le parti doive abandonner le type d'action qui le caractérise à l'heure actuelle, mais qu'il doit offrir, en plus, à un certain public, la possibilité de faire autre chose, et de faire autre chose qui rappelle fortement ce à quoi on s'employait dans les sociétés de pensée.

Cela, quelques personnalités de la majorité l'ont bien compris et elles ont utilisé, les premières, l'instrument-club pour compenser les insuffisances de l'instrument-parti.

Toutefois, et il semble que cette restriction soit fondamentale, le club ne peut pas espérer « compléter » le parti malgré lui, contre la volonté de ce dernier ; en d'autres termes, s'il entend réussir sans perdre pour autant sa personnalité de club, il doit être inscrit dans un courant politique, en harmonie avec une formation qu'il « complète », rattaché à elle, sa crédibilité étant ainsi assurée auprès de l'opinion publique et des hommes politiques par l'audience même du parti auquel il est relié : c'est, nous semble-t-il, ce que montrent et l'échec de certains clubs et la réussite de quelques autres.

Les itinéraires de deux groupes, lorsqu'on les analyse, permettent de voir les clubs qui sont viables et ceux qui ne le sont pas : celui des sociétés de pensée « déchirées » d'une part, celui des clubs de combat politique (à l'exception des clubs-filiales) d'autre part.

Une société de pensée peut se créer seule, loin des partis et contre eux, mais il lui est ensuite difficile d'entreprendre de changer, de transformer, éventuellement de briser une formation politique dont elle pense qu'elle constitue l'axe du parti idéal qui doit voir le jour. Une société de pensée qui entre dans une formation avec l'idée de la faire radicalement évoluer risque d'avoir à en ressortir assez vite, après

Que sont devenus les clubs ?

avoir enregistré un échec considérable, et perdu entre temps ceux de ses membres qui ne souhaitent pas voir le club s'engager ainsi.

Quant aux clubs de combat politique, il leur est difficile de mener une action politique autonome sans se transformer à terme en partis ou en mini-partis. C'est ce qu'ont fait la Convention des institutions républicaines et Technique et démocratie. L'opinion ne leur est alors favorable que dans la mesure où leurs résultats électoraux sont positifs, ce qui s'est produit pour la Convention en 1967 mais qui n'a absolument pas été le cas de Technique et démocratie en 1968. De même, si le club se crée à seule fin d'entrer « en force » dans une formation plus large, il disparaît en tant que club et n'existe plus que par le parti auquel il est intégré. Ce sort a été réservé à la plupart des clubs-wagons.

Seuls deux types de clubs semblent donc être aptes à subsister, ceux dont la situation est la plus nette, ceux dont les raisons d'être et les buts sont les moins ambigus : les sociétés de pensée « pures » et les clubs filiales de partis.

Pour les premières, les choix sont faits dès la création, dans la mesure où l'engagement n'est même pas évoqué et où l'accent est mis avant tout sur le dialogue, l'information et la formation. Il n'y a donc pas de problème sur la nature du club qui soit lié à l'évolution de l'une ou l'autre des forces politiques.

Pour les seconds, les cartes sont également toutes sur table. Les personnes qui s'y inscrivent ou qui viennent simplement assister à des débats savent d'emblée à quelle formation politique vont leurs sympathies. Elles n'ont donc pas à se poser le problème de leur éventuel rattachement à un parti ou à un autre. Elles n'ont pas à craindre la situation conflictuelle qui ne manquera pas de naître d'un tel rattachement, ni les nouvelles contraintes que celui-ci peut alors faire peser sur elles. Elles n'ont pas non plus la nostalgie, qui est souvent celle des membres des sociétés de pensée, de ne pouvoir, même de loin, goûter à l'action politique puisque le club est en prise directe sur le parti. En outre, elles ont la possibilité de participer à d'autres activités, souvent plus intellectuelles et requérant — en théorie du moins — une plus grande ouverture, ce à quoi les « nouvelles couches », clientes attirées des clubs, sont loin d'être insensibles. On peut même se demander si certains clubs-filiales ne peuvent pas, le cas échéant, jouer dans la mouvance d'un parti le rôle que les sociétés de pensée jouaient contre les partis dans les années 1958-1964, c'est-à-dire le rôle d'école du citoyen, de laboratoire d'idées, de préparation à l'entrée en politique (on se souvient du rêve des sociétés de pensée « déchirées » qui aspiraient à renouveler la classe politique). Sans doute n'en sont-ils pas encore là, mais peut-être est-ce dans cette direction, et dans celle-là seule, que peuvent s'engager des clubs sans risque de se perdre.